

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

Zone de l'Espace Européen de l'Entreprise
17 rue de Copenhague
67300 Schiltigheim

Références : 4380/AB/AG
Code AIOT : 0006704380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025, dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté 1 Place Henri Lévy 67100 Strasbourg. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- 1 Place Henri Lévy 67100 Strasbourg
- Code AIOT : 0006704380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ exploite, place Henri Lévy à Strasbourg, une déchetterie professionnelle acceptant des déchets dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	état des matières stockées dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/12/2007, article 9.5.3.2.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	aire de chargement / déchargement des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/12/2007, article 9.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Code de l'environnement du 04/03/2025, article R181-46-II	Sans objet
5	état des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2007, article 9.2.4	Sans objet
8	moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 11/12/2007, article 16.2	Sans objet
9	surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/12/2007, article 9.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate plusieurs non-conformités documentaires (plan de défense incendie, état des stocks), et une non-conformité nécessitant des travaux plus importants : la réfection de la zone de déchargement / chargement des déchets.

Une mise en demeure est proposée pour l'ensemble des non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R181-46-II
Thèmes : Autre, modification des installations
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation, avec tous les éléments d'appréciation. Un dossier de porter à connaissance a été déposé en octobre 2018 , complété en juillet 2020.
Constats : L'exploitant a déposé un porter à connaissance en octobre 2018, relatif au déplacement et à l'augmentation des stocks et à la modification des horaires de fonctionnement. Des compléments d'information ont été demandés par la DREAL, par courrier du 24 janvier 2019. L'exploitant a transmis les éléments de réponse le 30 juillet 2020. Pour différentes raisons, l'instruction de ce dossier n'a pas abouti. L'exploitant a déclaré que les modifications ont été réalisées et restent d'actualité, néanmoins certains ajustements sont à prendre en compte.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est donc demandé à l'exploitant de vérifier, dans un délai de 2 mois, le contenu du porter à connaissance et de l'actualiser, le cas échéant, afin que l'inspection puisse mettre à jour l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thèmes : Risques accidentels, risques incendie
Prescription contrôlée : Plan de défense contre l'incendie L'exploitant réalise, et tient à jour, un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie, ainsi que ses mises à jour, sont transmis aux services d'incendie et de secours, et mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte, décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager, avant l'arrivée des services de secours, les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie, avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités, selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé, sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de plan de défense incendie répondant à la prescription. Il dispose d'un "guide d'alerte" daté du 05/07/23, qui regroupe certaines informations, notamment :

- la définition d'un point de rassemblement en cas d'évacuation du site,
- le plan du site avec le plan des réseaux.

L'exploitant déclare travailler actuellement sur la réalisation du plan de défense incendie. Il a présenté un projet en cours de rédaction pour un autre site du groupe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser un plan de défense incendie répondant à la prescription réglementaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 3 mois

N° 3 : maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thèmes : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

Maîtrise des sinistres

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, au plus tard le 1^{er} juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus, tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours, pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations, dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes, en nombre suffisant, sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition, et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

Le plan de défense incendie n'étant pas réalisé, l'exploitant ne peut pas le mettre en œuvre. L'exploitant n'a pas pu justifier de la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de tester son plan de défense incendie dès qu'il sera réalisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 3 mois

N° 4 : traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thèmes : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :**Traçabilité**

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence, à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible

à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel, tenu à disposition à l'inspection des installations classées, indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : L'exploitant dispose d'un inventaire physique des marchandises au 28/02/25. Cet état des stocks est mis à jour mensuellement. L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks basé sur les bons de pesée établis, l'état des stocks n'est pas mis à jour hebdomadairement, ni quotidiennement, pour les déchets dangereux. Le bilan annuel n'a pu être présenté. Ceci constitue une non-conformité. S'agissant d'une déchetterie, l'exploitant indique qu'il a des difficultés à respecter cette prescription et envisage de demander un aménagement à la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 5 : état des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thèmes : Risques accidentels, état des stocks
Prescription contrôlée : « Etat des matières stockées » « Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. « Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks mensuel. Cet état des stocks appelé "inventaire physique des marchandises" liste les déchets présents par type : carton, bois, DEEE, pneus, DID, métaux, ...
Type de suites proposées : sans suites

N° 6 : état des matières stockées dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thèmes : Risques accidentels, état des stocks
Prescription contrôlée : « Etat des matières stockées-dispositions spécifiques » « Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire, accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne, lorsqu'il existe. Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2022.
Constats : Le site est classé à la rubrique 2718. L'état des matières stockées doit donc servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel et répondre aux besoins d'information de la population. L'exploitant ne dispose pas de ces 2 états des stocks formalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 7 : confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2007, article 9.2.4
Thèmes : Risques accidentels, confinement eaux incendie
Prescription contrôlée : Les installations sont équipées de dispositifs étanches, permettant le confinement des eaux polluées en cas d'incendie - un volume constitué par les formes des surfaces de stockage et les canalisations d'eaux pluviales à hauteur de 125 m ³ - un bassin de 250 m ³ . Les dispositifs d'obturation et leurs commandes nécessaires à la mise en service du confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Les organes de commande sont signalés, facilement accessibles et protégés du gel ; les sens « ouverture » et « fermeture » seront clairement identifiés et toujours lisibles ... Le bassin est maintenu vide en fonctionnement normal, ...
Constats : L'inspection constate la présence du bassin de confinement ; celui-ci est vide. L'inspection fait procéder à un test de la vanne de confinement. Le sens d'ouverture et de fermeture de la vanne est indiqué dans le puisard. L'outil pour ouvrir le puisard est disponible à proximité. Cette disposition n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 8 : moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2007, article 16.2
Thèmes : Risques accidentels, moyens incendie
Prescription contrôlée : ... ces ressources comprennent : - 1 poteau incendie normalisé de 60m ³ /h, situé à moins de 100 m des installations, - un accès Nord à une plateforme d'aspiration dans le bassin Louis Armand, aménagée et équipée pour permettre une mise en œuvre aisée des moyens des services de secours, ... Les moyens d'intervention sur site se composent d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux, ...
Constats : Le site dispose d'un poteau incendie à moins de 100 m des installations. L'exploitant dispose également d'extincteurs répartis sur le site. Une autorisation de passage concernant l'accès au bassin Louis Armand existe. Dans son porter à connaissance de 2018, l'exploitant a recalculé les besoins en eau au regard du scénario dimensionnant (stockage de pneus), un poteau incendie avec un débit de 60 m ³ /h apparaît suffisant. Ce point n'appelle pas d'observations de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 9 : surveillance des rejets

N° 10 : surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2007, article 9.5.3.2.
Thèmes : Risques chroniques, eaux souterraines
Prescription contrôlée :

9.5.2.3 - Eau- Programme de surveillance

L'exploitant fait contrôler la qualité des eaux souterraines par un laboratoire agréé aux conditions suivantes:

Piézomètres (n° BSS)	Fréquence d'analyse	Code SANDRE* des paramètres à analyser	Nom SANDRE* des paramètres
02723X1307 02723X1306 02723X1305	Annuelle	1314	DCO
		1302	pH
		2962	Hydrocarbures dissous (HYDD)
		1272	Tétrachloroéthylène
		1286	Trichloroéthylène

Dans le mois suivant la mise en place des ouvrages, l'exploitant réalise un contrôle de la qualité des eaux souterraines plus complet ; les paramètres sont soumis à l'approbation du préfet. Ce contrôle renouvelé tous les 4 ans est accompagné d'un bilan reprenant l'historique des valeurs mesurées.

Constats :

Le site dispose de 3 piézomètres.

Il convient de repérer le numéro des piézomètres sur chaque piézomètre, et de bien identifier l'amont et l'aval du site.

Les résultats de 2024 montrent la présence de tetrachloroéthylène (PCE) et trichloroéthylène (TCE) sur les 3 piézomètres.

piezo	PCE µg/l	TCE µg/l
PZ3	1.7	0.68
PZ1	2.8	1.3
PZ2	1.5	0.91

L'exploitant n'a pas réalisé le bilan quadriennal, ni réalisé l'historique des valeurs mesurées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser le bilan quadriennal tel que prescrit, et de faire un historique des résultats d'analyses commentés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 3 mois

N° 11 : aire de chargement / déchargement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2007, article 9.2.3

Thèmes : Risques chroniques, risque de pollution

Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement des déchets sont étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Constats :

Les aires de chargement et déchargement de déchets ne sont pas étanches et ne permettent pas la récupération des eaux de pluie.

En effet, l'inspection constate que le sol est fissuré et présente un décroché sur une surface importante. De l'eau s'accumule au fond et une grande flaque d'eau est présente le jour de l'inspection.

Ceci constitue une non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 6 mois